

7 mars 2016



ROYAUME-UNI

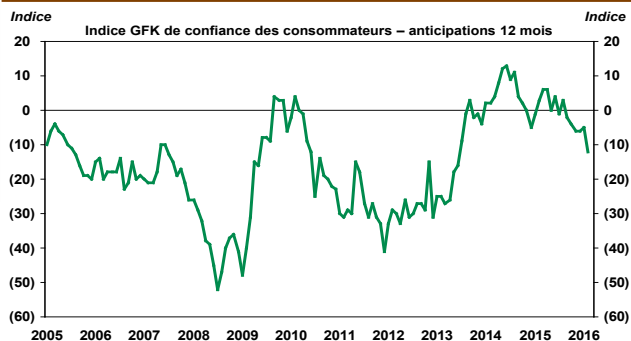
Le Brexit : une nouvelle source d'incertitude

À la suite d'une promesse datant de l'élection générale de 2015, le gouvernement britannique de David Cameron a décidé de tenir le jeudi 23 juin 2016 un référendum dont la question sera « *Should the United Kingdom remain a member of the European Union or leave the European Union?* ». Après des négociations qui, selon le gouvernement, améliorent de façon satisfaisante la position politique du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne (UE), le premier ministre Cameron fait déjà campagne pour le camp du « *Remain a member of the European Union* ». Toutefois, plusieurs membres influents du gouvernement conservateur se manifestent déjà comme favorables à l'option « *Leave the European Union* ». Le débat sur la place du Royaume-Uni au sein de l'UE ne date pas d'hier et une importante frange du parti conservateur affiche depuis longtemps un scepticisme envers le projet européen. C'est surtout pour apaiser cette faction que le premier ministre a promis cette consultation. Il ne faut cependant pas sous-estimer les risques de voir un résultat favorisant un retrait de l'UE : quelques récents sondages donnent même une légère majorité à cette option. Le nombre d'indécis demeure cependant élevé (jusqu'à 25 % selon certaines enquêtes).

L'Europe n'a pas vraiment la cote au Royaume-Uni, une situation exacerbée par la meilleure performance de l'économie britannique. Depuis la fin de la récession à la mi-2009, le PIB réel britannique a progressé de 13,4 %, comparativement à 5,5 % pour la zone euro. Le taux de chômage y est aussi deux fois plus faible, constituant un attrait pour les travailleurs du continent. Les difficultés politiques et sociales issues de dossiers épineux comme la crise des dettes souveraines, la crise grecque et la situation des migrants ont aussi nourri les critiques envers l'UE. Il est intéressant de noter que, depuis peu, les exportations britanniques se dirigent majoritairement vers des pays non-membres de l'UE.

D'un autre côté, le premier ministre met en évidence les risques d'une sortie. Si les liens politiques avec Bruxelles sont lourds à porter, l'UE demeure un partenaire économique important. Certaines voix européennes s'élèvent pour avertir que le *Brexit* n'implique pas automatiquement une

La confiance des consommateurs britanniques s'est récemment détériorée



Sources : Datastream, GfK et Desjardins, Études économiques

nouvelle entente de libre-échange avec le reste de l'Europe, une situation qui pourrait nuire à l'industrie britannique. Évidemment, les autres pays de l'UE auraient aussi à souffrir d'une perte d'accès au marché britannique. Le secteur financier londonien a également peur de perdre sa position de première place financière d'Europe, et ce, même si le Royaume-Uni n'a jamais fait partie de la zone euro.

Implications : La tenue prochaine du référendum sur la participation du Royaume-Uni à l'UE est une source d'incertitudes internationales qui s'ajoutent à celles actuelles, liées à la faiblesse des prix du pétrole et à la baisse de cadence des économies émergentes. Les marchés financiers ont déjà réagi par une dépréciation de près de 10 % de la livre depuis le sommet de l'automne 2015. On sent également les Britanniques nerveux alors que la confiance des consommateurs est tombée à son plus bas niveau depuis l'été 2013. Dans le cas où les résultats référendaires favorisent une sortie de l'UE, il faudra aussi se demander si d'autres pays ne suivront pas l'exemple, fragilisant davantage cette union qui montrait déjà des signes de faiblesse.

Francis Généreux
Économiste principal

François Dupuis
Vice-président et économiste en chef

Mathieu D'Anjou
Économiste principal

Benoît P. Durocher
Économiste principal

Francis Généreux
Économiste principal

Jimmy Jean
Économiste principal

514-281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 2336
Courriel : desjardins.economie@desjardins.com

Hendrix Vachon
Économiste senior